

Déclin orchestré de la construction et réparation navale en Seine-Maritime et particulièrement au Havre



Symbole du redressement de la France d'après-guerre, le paquebot France quitte les chantiers de l'Atlantique de Saint-Nazaire en 1961 pour rejoindre son port d'attache au Havre.

Figure de l'élégance et du savoir-faire de la construction navale, il est désarmé en 1974, provoquant d'importants mouvements sociaux dans le monde maritime français. Il reste amarré quatre années dans le port du Havre, le long du grand canal, sur un site qui sera surnommé le *quai de l'oubli*.



Au Havre, la CGT, soutenue activement par les élus communistes qui dirigent alors la ville, va être à la pointe de ce combat, d'autant que ce désarmement met en lumière les menaces qui s'annoncent sur le devenir de toute la filière de la construction et la réparation navale.

En 1974, la marine marchande avait déjà supprimé 20 000 postes de marins, en utilisant notamment les « pavillons de complaisance ». Au Havre, la construction et la réparation navale qui mobilisent plus de 5000 salariés hautement qualifiés marque pour une grande part, avec toutes les activités portuaires, l'identité d'une ville rebelle et ouvrière. Aujourd'hui, alors que notre pays possède l'une des façades maritimes la plus importante dans le monde, des ports importants, la construction et la réparation navale ont été quasiment réduites à leur plus simple expression. On ne peut parler de réindustrialisation sans souligner ce paradoxe.



Les causes de ce déclin organisé sont connues. La fin des aides financières aux chantiers, conséquence de la première étape de la construction européenne à la sauce libérale du traité de Rome en 1957, au diktat des prédateurs financiers, les délocalisations devenaient le nouvel eldorado du moindre coût. De soit disant avancée sociale, le traité de Rome a été, dans les faits, un désastre pour l'industrie de la construction et réparation navale, jetant au chômage des dizaines de milliers de salariés hautement qualifiés.

Et disons le, la fusion des A.S.S.E.D.I.C. avec l'A.N.P.E. hier, pour créer « Pôle emploi », France Travail aujourd'hui n'ont rien arrangé en passant du stade « service public » à celui de gadget gouvernemental anti-chômeur, autant d'alibis qui illustrent aussi la faillite de leur politique qu'il fait supporter aux victimes.



Nous avons donc souhaité revenir sur cette exceptionnelle épopée industrielle et humaine. Pas par nostalgie, mais parce que nous sommes persuadés qu'il est utile de connaître cette histoire qui continue de s'écrire au présent.

[Nous avons réalisé à votre intention une vidéo avec Fox 21 qui à la fois donne le ton et indique notre démarche.](#) [Cliquez ici pour la visionner](#) Et puis, nous ne partons pas de rien. La génération qui

nous a précédée au sein de notre Institut, notamment Serge Laloyer, Marius Bastide, Albert Perrot, Jacques Defortescu, Michel Croguennec, Jacky Maussion, Gilles Pichavant, François Auvray... a beaucoup travaillé et publié des articles dans notre revue le *Fil rouge* sur l'histoire de la construction et de la réparation navale en Seine-Maritime : Chantier Augustin Normand, Ateliers et Chantiers du Havre, Chantiers de Normandie, du Trait, de la Manche, Caillard, Coger, Chargeurs réunis...

Une exposition sera réalisée avec l'édition d'un catalogue. Une publication hors-série de notre revue le *Fil rouge* y sera consacrée, et puis, pourquoi pas, l'édition d'un ouvrage qui devrait faire date. Autant d'initiatives qui indiquent que la construction et la réparation navale restent aujourd'hui une industrie d'avenir au Havre et dans notre pays.

Prochain article : le lancement du France de 1957 à 1962, la construction navale locale, départementale et nationale.

